

MAITRE D'OUVRAGE



MISE EN CONFORMITE « Accessibilités » De 34 établissements recevant du public du patrimoine régional

LYCEE JACQUES MONOD SAINT JEAN DE BRAYE - 45800

PHASE PRO

OCTOBRE 2025

LOT 04 : SERRURERIE

Architecte - Mandataire
SKARBEK ARCHITECTE - Mr Antoine SKARBEK
5 rue du colombier - 45000 ORLEANS
Tél: 02 38 81 15 83 - Mail: contact@skarbek-architectes.com



Architecte - Co-traitant
UN ARCHITECTE - Mr Nicolas SALAÜN
8 place Jean Monnet - 45000 ORLEANS
Tél: 09 71 48 90 06 - Mail: contact@un-architecte.com



Expert Accessibilité / Signalétique / GED
ATIPY - Mr Pierre-Yves BOURGHELLE
Tél: 06 73 64 94 51 - Mail: pybourghelle@atipy.fr
& Mr Sébastien MONTALAN
Tél: 06 26 56 01 67 - Mail: smontalan@atipy.fr



Economiste
CHEDEAU - Mr Denis CHEDEAU
117 rue Saint Marceau - 45100 ORLEANS
Tél: 02 38 88 27 99 - Mail: denis.chedeau@orange.fr



Bureau d'Etudes Structures
SL STRUCTURES - Mr Saidou LI
1 place Rivière-Casals - 45400 FLEURY LES AUBRAIS
Tél: 06 51 72 62 64 - Mail: contact@slstructures.fr



Bureau d'Etudes Electricité
ECR - Mr Marc RUMEN
20 rue Flandres Dunkerque - 45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90 - Mail: marc.rumen@ecr-ecl.fr



Bureau d'Etudes CVC
ECI - Mr Marc RUMEN
20 rue Flandres Dunkerque - 45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90 - Mail: marc.rumen@ecr-ecl.fr



Bureau d'Etudes VRD
INCA - Mr BONGIBAUT
9 rue du Clos des Venelles - Parc Activités Orléans Charbonnière
45800 SAINT JEAN DE BRAYE
Tél: 02 38 88 37 10 - Mail: secretariat@inca-ing.fr



Paysagiste
STRIBLEN - Mr Olivier STRIBLEN
26 Avenue De Saint Mesmin - 45000 Orléans
Tél: 02 38 80 24 76 - Mail: contact.a.teller@olivier-triblen.fr



Bureau d'Etudes SSI
PREVENTI - Mr Karim ADROUCHE
33 Boulevard Rocheplatte - 45000 Orléans
Tél: 02 38 22 02 01 - Mail: preventi@yahoo.fr

SPECIFICATIONS GENERALES	3
1.1 Objet du présent lot	3
1.2 Réglementation acoustique	3
1.3 Réglementation thermique	3
1.4 Code de la construction	3
Partie législative	3
1.5 Code du travail	4
1.6 Hygiène, sécurité et conditions de travail	4
Coordination sécurité	4
1.7 Déroulement des travaux	4
1.8 Objet du C. C. T. P.	5
1.9 Examen des documents	5
1.10 D. O. E. (Dossier d'Ouvrages Exécutés)	6
1.11 Qualifications Professionnelles	6
1.12 Etablissement du projet d'exécution	6
1.13 Observations préliminaires	6
1.14 Prescriptions particulières serrurerie	6
Généralités	6
1.15 Prescriptions Générales	7
Qualités des aciers	7
Définition de la prestation	7
DESCRIPTION DES TRAVAUX	9
1 – Main courante neuve extérieure	9
2 – Prolongement de la main courante extérieure	9
3 – Seuil antidérapant en tôle	10
4 – Main courante neuve intérieure	11
5 – Prolongement de la main courante intérieure	11
6 – Travaux de fin de lot	12

SPECIFICATIONS GENERALES

1.1 Objet du présent lot

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C. C. T. P.) concerne les travaux du lot n° **04 Serrurerie**, relatifs à la mise en conformité – Accessibilités d'établissements recevant du public du Patrimoine Régional.

1.2 Réglementation acoustique

Suivant la **Nouvelle Réglementation Acoustique**.

Textes réglementaires en vigueur :

- l'arrêté du **30 mai 1996**, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.
- Arrêté du **30 juin 1999** relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation
- le décret n° 2006-1099 du **31 août 2006** relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

1.3 Réglementation thermique

Documents officiels RT 2012

- Décret du **24 mai 2006** relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions (J.O du 25 mai 2006)
- Arrêté du **24 mai 2006** relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments (J.O du 25 mai 2006)
- Arrêté du **27 juillet 2006** relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique » (J.O du 15 août 2006)
- Arrêté du **3 mai 2007** relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique » (rectificatif paru au JO du 8 septembre 2007, initialement paru au JO du 15 mai 2007)
- Arrêté du **21 septembre 2007** relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments neufs en France métropolitaine (J.O du 28 décembre 2007)
- Arrêté du **4 mai 2009** relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs et parties nouvelles de bâtiments et pour les rénovations de certains bâtiments existants en France métropolitaine.

1.4 Code de la construction

- Code de la construction et de l'habitation, version consolidée au **Juillet 2011**.

Partie législative

- Livre Ier : Dispositions générales.
- Titre préliminaire : Informations du Parlement en matière de logement (**Article L101-1**)
- Titre Ier : Construction des bâtiments.
- Chapitre Ier : Règles générales.
- Section 1 : Dispositions applicables à tous bâtiments. (**Articles L111-1 à L111-3**)
- Section 2 : Dispositions générales applicables aux bâtiments d'habitation.
- Sous-section 1 : Règles générales de construction. (**Articles L111-4 à L111-6**)
- Sous-section 2 : Règles générales de division. (**Articles L111-6-1 à L111-6-2**)

- Section 3 : Personnes handicapées ou à mobilité réduite. (**Articles L111-7 à L111-8-4**)
- Section 4 : Caractéristiques thermiques et performance énergétique. (**Articles L111-9 à L111-10-1**)
- Section 5 : Caractéristiques acoustiques. (**Articles L111-11 à L111-11-2**)

1.5 Code du travail

Les entreprises devront se conformer aux indications du plan général de coordination établi par le coordinateur des mesures d'hygiène et de sécurité désigné par le Maître d'ouvrage, ainsi qu'aux exigences des différents services concernés.

Le présent projet est soumis aux décrets et lois concernant l'hygiène et la sécurité sur les chantiers.

En conséquence, les entreprises devront fournir avant le début des travaux, un P.P.S.P.S (Plan *Particulier et de Protection de la Santé*) dans les conditions réglementaires fixées par la loi.

Chaque entreprise, est tenue de prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie ou d'autres.

Spécialement elle doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'elle utilise sur le chantier :

- échafaudages
- garde corps
- filets
- engins de levage
- installations électriques

Etc....

1.6 Hygiène, sécurité et conditions de travail

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformément au code du travail, livre 2, titre 2, décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et complété.

Coordination sécurité

Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- ↺ respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 230-2, L. 235-1, L. 235-18
- ↺ rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 235-7, R. 238-26 à R. 238-36
- ↺ participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T., articles L. 235-11 à L. 235-14, R. 238-46 à R. 238-56
- ↺ respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 235-1, L. 235-18, livre II et décrets non codifiés
- ↺ respecter les obligations issues du livre II du code du travail, notamment les grands décrets techniques (8 janvier 1965, etc.)
- ↺ viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, article R. 238-19.

1.7 Déroulement des travaux

L'entrepreneur doit apporter dans la réalisation des travaux, la plus grande diligence, suivre leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit par le calendrier contractuel d'exécution des travaux.

Il est tenu :

- ↺ d'une part de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,

- ↳ d'autre part, d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engin et moyen de toute sorte, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit, ainsi que le maintien, ou le rétablissement de tous les raccordements et alimentations.

Au cas où un retard serait constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage peut sur proposition du Maître d'Œuvre mettre en demeure l'entrepreneur :

- ↳ d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier
- ↳ d'augmenter le nombre ou la puissance des matériels employés.

1.8 Objet du C. C. T. P.

Le présent C.C.T.P. a pour objet la définition des travaux de chaque lot nécessaire à la réalisation des ouvrages tels qu'ils sont prévus aux plans joints.

Il forme un tout ayant pour but de faire connaître l'importance des ouvrages et fournitures, les conditions de mise en œuvre et le mode de bâtir compte tenu des plans généraux et de détails fournis par le Maître d'Œuvre.

En raison du caractère forfaitaire du marché, il est précisé que les propositions souscrites pour chaque lot tiendront compte de tous les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels qu'ils sont prévus aux plans et aux diverses pièces du dossier, étant entendu que l'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble de ces pièces ainsi que des plans et descriptifs des corps d'états autres que le sien et assurer le complet achèvement des ouvrages, conformément aux règles de l'art et de la bonne construction et des objectifs attendus en matière de performance énergétique.

1.9 Examen des documents

Le présent C.C.T.P. définit aussi exactement que possible la nature et la position des ouvrages à réaliser.

Le C.C.T.P. et les plans forment un tout, se complètent et ne peuvent être considérés indépendamment les uns des autres.

L'entrepreneur devra examiner et vérifier avec soin tous les documents écrits et dessinés constituant le dossier pour chiffrer une proposition globale et forfaitaire.

Les spécifications des différents C. C. T. P. par corps d'état, peuvent préciser ou compléter les prescriptions du présent document, étant bien entendu que celles – ci sont des prescriptions minimales au dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Les prescriptions communes du présent document et les prescriptions techniques particulières des différents lots donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre aux entrepreneurs d'interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux à employer et de connaître les particularités de fabrication et de mise en œuvre.

Chaque Entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans le Cahiers des Clauses Techniques Particulières et les plans.

De même, les travaux prévus aux pièces écrites et chiffrées du marché et ne figurant pas dans les plans sont dû par l'Entrepreneur et compris dans le prix forfaitaire et ipso facto, il ne pourra prétendre à une modification des ses prix unitaires ou à l'addition de prix nouveaux, sauf modifications intrinsèque, ou extrinsèque de la nature des ouvrages.

Sauf spécification contraires définies dans les localisations des C. C. T. P., les prestations énumérées s'appliquent à tout local ou ouvrage ayant la même destination.

Elles sont de ce fait incluses, sans réserve ni limite dans le prix global et forfaitaire convenu. L'Entrepreneur doit signaler dans son offre toutes précisions complémentaires à apporter au présent document et au dossier D. C. E. En conséquence, l'Entreprise ne pourra jamais arguer des erreurs ou omissions aux plans et pièces écrites pour se dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou pour demander une indemnité.

D'une façon générale, l'Entreprise devra tous les travaux, fournitures, prestations même non désignés nécessaires à une exécution normale et parfaite de ses travaux.

Avant tout commencement d'exécution, l'Entreprise s'assurera de l'exactitude des plans et des coupes du dossier, de la bonne conformité des documents entre eux et fera part de ses observations au Maître d'œuvre.

1.10 D. O. E. (Dossier d'Ouvrages Exécutés)

Lors de la réception des travaux, les entrepreneurs remettront au Maître d'Œuvre chargé de les collecter, leurs Dossiers d'Ouvrages Exécutés, vérifiés et certifiés, comportant outre les schémas et plans cotés, les documents et fiches techniques des matériaux et matériels réellement installés.

Ces documents seront fournis en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire sur clef USB.

Ces documents sont également nécessaires à l'établissement du DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures de l'Ouvrage).

1.11 Qualifications Professionnelles

Les travaux dont la description est donnée dans le présent C. C. T. P. sont obligatoirement réalisés par une Entreprise spécialisée ayant la qualification définie par l'Organisme Professionnel de Qualification et de Certification du Bâtiment.

1.12 Etablissement du projet d'exécution

L'Entrepreneur prendra possession du terrain et des bâtiments existants dans l'état où ils se trouvent. L'Entrepreneur est réputé s'être rendu sur place afin de connaître les lieux et avoir une parfaite connaissance du bâtiment et du site environnant.

1.13 Observations préliminaires

Le présent CCTP établi pour chaque corps d'état, a pour but de définir le mode de bâtir. Il n'est pas limitatif.

L'entrepreneur doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des ouvrages de son corps d'état (sauf dérogation explicite dans le CCTP.)

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra jamais arguer que les erreurs ou omissions aux plans et devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Le CCTP et les plans ne limitent pas les ouvrages à prévoir, mais fixent le résultat à atteindre, l'entrepreneur reste responsable des moyens pour atteindre ce résultat.

L'entrepreneur doit prendre connaissance des prescriptions du CCTP des autres lots.

Il ne peut se prévaloir d'aucune omission dans le lot le concernant, si la prestation omise est rappelée dans un autre lot.

L'entrepreneur est tenu d'avertir le Maître d'œuvre au cas où la concordance ne serait pas parfaite entre le CCTP et les plans.

1.14 Prescriptions particulières serrurerie

Généralités

Les travaux de serrurerie seront exécutés conformément au Cahier des Prescriptions Techniques Générales, applicables aux travaux de serrurerie, publiée par le C. S. T. B.

Les Normes AFNOR :

NF.A 57 350

NF.A 91 450

NF.A 24 101

Menuiseries métalliques – Terminologie :

NF.A 24 351

Protection contre la corrosion en cours de fabrication des fenêtres et des portes – fenêtres métalliques.

Pour les garde-corps, les normes suivantes :

NF.P 01 012

NF.P 06 001

NF.P 01 013

Documents Techniques Unifiés (DTU) :

D T U 37.1

Menuiseries métalliques

D T U 36.1/37.1

Mémento pour Maître d'œuvre

D T U règles Th.K

Règles et calcul des caractéristiques thermiques des Th.G parois de construction et des déperditions de base Th.B des bâtiments.

D T U N V 65/67

Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions.

DTU 32.1

Construction métallique – charpente en acier

DTU 32.2

Construction métallique – charpente en alliages d'aluminium

Si, en cours de travaux, de nouveaux textes entraînent en vigueur, l'entrepreneur devrait en avertir le Maître d'œuvre et établir un avenant correspondant aux modifications de façon à livrer, à la mise en service, une installation conforme aux dernières dispositions.

1.15 Prescriptions Générales

Qualités des aciers

« Acier doux du commerce » de dimensions et qualités conformes aux prescriptions des normes AFNOR, classa A
« Métallurgie »

Les aciers employés, profilés du commerce, ou autres, seront de première qualité, bien dressé, ne présentant pas d'alvéole d'oxydation et assurant une parfaite étanchéité en feuillures.

La quincaillerie utilisée sera de première qualité et soumise à l'agrément de l'Architecte.

Tous les aciers non métallisés ou laqués, entrant dans la composition des ouvrages, recevront, en cours de montage, et sur toutes les faces, deux couches de peinture au minium de plomb.

Définition de la prestation

Les travaux définis au présent CCTP ont pour objet, la fourniture et la mise en œuvre des différents ouvrages de métallerie tels que :

- Les gardes corps, mains courantes.
- Les barreaudages

- Les portes métalliques

L'Entrepreneur devra :

- * Les plans d'exécution, qui seront soumis à l'approbation de l'Architecte avant toute mise en fabrication.
- * Les transports au chantier
- * Le stockage
- * Toutes manutentions sur le chantier
- * La pose et les réglages
- * Les révisions nécessaires pour une livraison des ouvrages en parfait état de fonctionnement.

DESCRIPTION DES TRAVAUX

Rappel : Les entreprises devront respecter obligatoirement

Arrêtés et attendus des AT

Rapport initial de solidité des ouvrages du bureau de contrôle

Rapport initial de sécurité incendie du bureau de contrôle

Rapport initial d'accessibilité handicapés du bureau de contrôle

Rapport initial des installations électriques du bureau de contrôle

PGC Ainsi que tous les documents précisés dans la pièce marché

Les entreprises devront fournir les avis techniques des produits et systèmes qu'elles proposent. Obligation de prévoir des fixations péreines.

1 – Main courante neuve extérieure

Main courante métallique par 1 lisse en tube rond diamètre 50 mm comprenant :

- fixations par platines et écuyers sur murs
- finition par thermolaquage de l'ensemble, avec protection pendant toute la durée du chantier
- compris embouts PVC noir et cache boulon noir
- profil droit

Conception suivant réglementation PMR



Localisation : selon plan

Pour la main courante de chaque côté de l'escalier extérieur (repère 4)

Pour la main courante de chaque côté de l'escalier extérieur bâtiment A (repère 25)

Pour la main courante sur 1 côté de l'escalier extérieur bâtiment A (repère 29)

2 – Prolongement de la main courante extérieure

Prolongation de la main courante existante au-delà de la première et dernière marche de chaque volée.

Sera compris découpe des embouts, prolongation de la main courante compris fixation murales, remise des embouts, polissage pour supprimer les aspérités.



Localisation : selon plan

Pour la main courante existante sur escaliers extérieurs (repère 21, 24, 30, 34) plan abords extérieurs

Pour la main courante existante sur escalier extérieur du bâtiment A (repère 13, 17, 21, 29)

3 – Seuil antidérapant en tôle

Ressaut compris entre 2 et 4 cm.

L'entreprise devra la fourniture et la pose d'une tôle larmée antidérapante < à 33% compris fixation au sol.

Epaisseur 3 mm

Dimension selon plan et prise de cote sur site.



Localisation : selon plan

Accès au RDC bâtiment A (repère 1)

Accès au RDC bâtiment D en RDC (repère 2, 36)

4 – Main courante neuve intérieure

Main courante métallique par 1 lisse en tube rond diamètre 50 mm comprenant :

- fixations par platines et écuyers sur murs
- finition par thermolaquage de l'ensemble, avec protection pendant toute la durée du chantier
- compris embouts PVC noir et cache boulon noir
- profil droit

Conception suivant réglementation PMR



Localisation : selon plan

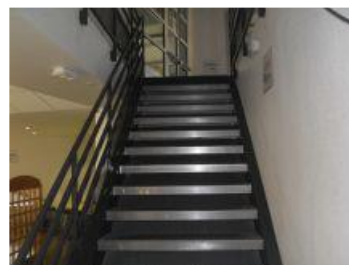
Pour la main courante sur 1 coté de l'escalier bâtiment A (repère 34, 41)

Pour la main courante sur 1 coté de l'escalier bâtiment C (repère 11)

5 – Prolongement de la main courante intérieure

Prolongation de la main courante existante au-delà de la première et dernière marche de chaque volée.

Sera compris découpe des embouts, prolongation de la main courante compris fixation murales, remise des embouts, polissage pour supprimer les aspérités.



**Localisation : selon plan*****Pour la main courante existante sur escalier du bâtiment A (repère 37, 44, 47) en RDC******Pour la main courante existante sur escalier du bâtiment B (repère 4) à tous les niveaux******Pour la main courante existante sur escalier du bâtiment C (repère 7, 12) en RDC******Pour la main courante existante sur escalier du bâtiment D (repère 22, 26, 29) en RDC******Pour la main courante existante sur escalier du bâtiment F (repère 8) à tous les niveaux*****6 – Travaux de fin de lot**Divers

Tous les travaux qui ne sont pas décrits ci-dessus et qui sont nécessaires à la bonne exécution des ouvrages, tant du point de vue technique que du point de vue esthétique, seront à exécuter sans pouvoir prétendre à un quelconque supplément de prix dû à une omission du présent CCTP et du bordereau qui l'accompagne. Toutes sujétions.

Evacuation

Evacuation des gravats à la décharge publique au fur et à mesure des travaux.

Tri sélectif : bennes Déchets non dangereux-inertes / Déchets non dangereux, non inertes / Déchets dangereux /

Filière spécifique

Aucun tas de gravats ne sera accepté sur le chantier ou son territoire.

Dans le cas contraire le maître d'œuvre fera procéder à l'évacuation de ceux-ci, à la charge du lot concerné

Documents à fournir

Transmettre au bureau de contrôle pour approbation, les documents techniques d'exécution qui comprendront :
Un plan d'ensemble précisant les ouvrages réalisés.

Les détails d'exécution : coupes, détails des points singuliers et raccordement avec les autres ouvrages
Les caractéristiques des produits mis en œuvre et les systèmes de pose.

Transmettre au maître d'œuvre et au bureau de contrôle

Les fiches techniques

Les échantillons

Les différentes teintes

Les DOE